

« Aujourd'hui, on gère la pénurie »

Après une rencontre avec la rectrice, l'intersyndicale pointe un nombre d'absences non remplacées très important, dans le primaire. Le rectorat minimise leur nombre.

Sébastien Dubois

sebastien.dubois@centrefrance.com

Ce sont les enseignants fantômes de l'Éducation nationale. Ils devraient faire partie des brigades de remplacement, mobilisés en cas d'absence de leurs collègues. Mais ils sont déjà absorbés par d'autres tâches comme les remplacements longue durée ou formations ou carrément en arrêt maladie eux-mêmes. Sur les 357 remplaçants du Limousin pour le primaire, « 177 suffiraient pour qu'il y ait zéro absences non remplacées », mesure Fabrice Couegnag, de la CGT Education. Mais le compte n'y est pas et le banc de touche de l'école primaire est en réalité à moitié vide. Les syndicats (*) en ont eu confirmation, ce mercredi, après une rencontre au rectorat.

Or, en 2022-2023, 24,99 % des absences n'ont pas été remplacées sur l'académie et 19,45 % depuis la ren-



ABSENCE. Les syndicats pointent les conséquences des absences non remplacées et redoutent de nouvelles suppressions de postes en Limousin. PHOTO D'ILLUSTRATION

trée. Dans un communiqué, le rectorat affiche un taux de 1,35 % de non-remplacement. « Mais le rectorat parle par rapport au nombre de classes et nous en termes de demi-journées qui n'ont pas été remplacées », explique Anabel Roy (Unsa).

Des inégalités qui se creusent

Le remplacement de tous les enseignants absents faisait pourtant partie des promesses de rentrée de

Gabriel Attal. Mais en Limousin, « 2.765 demi-journées de classe n'ont pas été remplacées sur les 40 premiers jours d'école, mesure le cégétiste. Pour améliorer les résultats des élèves, on a connu mieux. »

« Ce sujet mobilise les services académiques au quotidien, assure le communiqué du rectorat. Dans chaque [direction départementale], le bureau du remplacement assure cette mission en liaison avec les

écoles et la direction académique du département. »

Alors que les résultats de l'enquête Pisa montrent une dégringolade des résultats scolaires en français et mathématiques, « ces absences dégradent complètement les conditions d'enseignement », pointe Ahmed Boufenghour (SNUDI-FO). « Quand un enseignant est absent, ça impacte toutes les classes de l'école qui accueillent les élèves de

l'enseignant absent », ajoute Anne-Sophie Belair (Sud).

Des suppressions à répartir

Pire, cela contribue à creuser les inégalités que le système scolaire français entretient davantage que ses homologues des pays développés. « Les gens qui ont un capital culturel élevé ont moins besoin de l'école, souligne le représentant CGT. On en a plus besoin dans les milieux plus fragiles. » « Or, ajoute Anabel Roy, c'est souvent dans les écoles les moins dotées que les enseignants sont les plus absents car les conditions de travail y sont difficiles et ce sont ces enfants-là qui ont le plus besoin de l'école. »

Lors de cette rencontre avec l'administration, où elle était accompagnée d'élus locaux et de représentants de parlementaires, l'intersyndicale a fait entendre sa colère et réclamer le recrutement de 130 stagiaires à la rentrée prochaine. Pour faire pression sur le rectorat, une manifestation est prévue, samedi 16 décembre et les organisations syndicales « espèrent » que les élus et les parents d'élèves se

joindront à eux. « On sait que les parents sont également touchés par ces absences », souligne le syndicaliste SNUDI-FSU.

Mais l'annonce de 1.709 suppressions de postes à la rentrée 2024 va peser sur les attributions de postes au sein de l'académie (le 21 décembre), puis département par département (en janvier). Au printemps dernier, seuls 55 postes (pour 95 départs en retraite) ont été ouverts au concours. « Le nombre de postes ouvert au concours ne baisse pas, précise le rectorat et cette année encore, nous avons eu autant de candidats que de places ouvertes. »

L'attractivité en question

Mais l'attractivité du métier est en jeu. « La question de la revalorisation salariale pèse sur l'attractivité, juge la représentante du SNUIPP-FSU, Solen Marche, mais il y a aussi des conditions de travail. Si on était remplacé, on ne serait pas obligé de venir à l'école en étant malade. » « Aujourd'hui, on gère la pénurie », conclut sa collègue Unsa. ■

(*) CGT, SGEN-CFDT, SUD, Unsa, SNUIPP-FSU, SNUDI-FO.